

**Monsieur le Président de la République  
Palais de l'Elysée  
55, rue du faubourg Saint-Honoré  
75008 Paris**

**Objet : Demande d'audience**

Son Excellence,

La soussignée, a l'honneur de solliciter de votre haute bienveillance une audience. Elle souhaiterait, vous entretenir sur le sujet suivant : la survaccination des animaux domestiques français (PJ n°5).

Elle se souvient, le 10 décembre 2016, Porte de Versailles, lorsque vous vous adressiez aux français, en ces termes : « Nous, mes amis, nous aimons l'Europe! Nous voulons l'Europe ! [...]Alors, oui, mes amis, dans ce monde, nous avons besoin d'Europe, de plus d'Europe. [...] L'Europe, elle est aussi notre identité, ce qui nous fait, notre rêve commun. [...] L'Europe, nous en reparlerons, c'est notre chance, c'est notre diversité, notre unité [...] », érigeant l'Europe en rempart, en idéal.

En 2017, les français continuent de voir vacciner leurs animaux annuellement avec des médicaments qui à l'identique, partout ailleurs en Europe sont utilisés uniquement tous les trois ans pour limiter les effets indésirables graves (71% des effets répertoriés).

Cette fréquence triple les risques de souffrances et morts chez les animaux domestiques français avec un impact psychologique négatif sur les français perdant leurs animaux alors même qu'une directive européenne adaptée au droit français demande l'homogénéisation des protocoles et médicaments vétérinaires à l'échelle européenne et que par un arrêt du 9 décembre 2015, la Cour de cassation définit l'animal de compagnie comme un être vivant unique, irremplaçable.

L'Europe protège nos animaux de compagnie de complications de santé graves que la France refuse de prendre en compte, discriminant les animaux domestiques français.

Il lui semble que, compte tenu de votre attachement fort à l'Europe, de votre amour pour les animaux domestiques (Figaro) et, de son soutien indéfectible en votre candidature (PJ n°6), une intervention de votre part est nécessaire dès lors que le Défenseur des Droits et le Ministère de l'Agriculture (PJ n°3), malgré une demande de l'Elysée, trois demandes de parlementaires et un solide dossier de son association, se refusent toujours à intervenir pour y mettre un terme.

C'est pour cette raison qu'elle est conduite à vous demander de bien vouloir lui accorder une audience.

## Offre de service civique non rémunéré

Son Excellence,

Contenir le déficit public de la France à moins de 3% du Produit Intérieur Brut sur le quinquennat implique un effort d'économies sans précédent interdisant la création d'un Secrétariat d'Etat chargé de la Condition Animale.

L'Homme loin des clivages droite gauche, apprenez avec intelligence au peuple français à se réconcilier avec une politique efficace pour le pays. A l'instar des partis politiques, le monde de la protection animale est clivé, avec un impact grandissant sur l'économie française quand la détresse de notre population agricole est profonde.

Il existe un juste milieu qui, garde en priorité absolue l'équilibre économique Français (inter)national tout en promouvant un meilleur bien-être animal respectueux du vivant et de l'environnement et ce, sans requérir de Secrétariat, sans bénéficiaire de rémunération, budget sur fonds publics ou encore collaborateurs et secrétaires.

La soussignée, a pensé une position non rémunérée qui, en plus de soutenir nos agriculteurs, conforte le peuple français dans l'idée que, faisant preuve d'impartialité en temps de rigueur budgétaire absolue, le gouvernement, a entendu et acté son souhait de voir la cause animale entrer durablement à petits pas dans le débat politique. Ainsi, elle a nommé la position, rédigé l'ébauche d'un décret et composé une feuille de route d'une soixantaine de pages illustrant une voie gouvernementale consensuelle, présente pour la cause animale tout en réconciliant les français avec la production animale; consciente que les porcs bretons sont abattus en Allemagne avant de revenir sur notre sol faute de compétitivité suffisante.

Cheffe d'entreprise de 40 ans, d'origine sénégalaise née à Paris, issue de la société civile, titulaire d'une maîtrise en Économie, parlant couramment l'anglais avec une expérience professionnelle à l'international et, Présidente-Fondatrice de CANIS ETHICA l'association œuvrant au mieux-être animal; elle honorera la France également par ce biais suite à votre consentement.

Elle vous exprime sa plus vive gratitude et vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, en l'assurance de sa très haute considération.

Saint Malo, le 4 août 2017

Mme Thilo HANE  
Présidente Fondatrice  
CANIS ETHICA  
Le Meinga, 8 rue de la Roche, 35400 Saint Malo



Copie : Monsieur le Ministre d'Etat chargé de la Transition Ecologique et Solidaire

PJ n°1: Les laboratoires pharmaceutiques dénoncent les lourdeurs administratives françaises.

PJ n°2: L'OIE renvoie la France à sa responsabilité d'homogénéiser ses procédures et médicaments vétérinaires à l'instar de l'Europe.

PJ n°3: Le silence du Ministère de l'Agriculture devant une demande de l'Elysée, trois demandes de parlementaires et le dossier de l'Association CANIS ETHICA

PJ n°4: Le Défenseur des Droits de l'Homme débout le citoyen Français dans son droit constitutionnel au bonheur avec ses objets de loisirs.

PJ n°5: La demande d'audience à M. HOLLANDE Président de la République.

PJ n°6: La Présidente de CANIS ETHICA soutient la campagne de M. Macron.